

La quarante-troisième lettre d'information (2019): Nos rues nous appartiennent et nous allons reprendre ce qui nous est dû.



Santiago (Chili), octobre 2019.

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale.**

Impossible d'anticiper ce qui déclenche les rébellions. Au Liban, c'était une taxe sur l'utilisation de WhatsApp ; au Chili, c'était l'augmentation des tarifs du métro ; en Équateur et à Haïti, c'était la réduction des subventions au carburant. Chacune de ces conjonctures a amené des gens dans la rue et, à mesure que ces gens inondaient les rues, d'autres se sont de plus en plus joints à eux. Ils ne sont pas venus pour WhatsApp ou pour des billets de métro. Ils sont venus parce qu'ils sont frustrés, en colère parce que l'histoire semble les ignorer et au contraire favoriser constamment la classe dirigeante.

Le Chili a un taux de croissance de 1,5% – une baisse par rapport au 6% en 1992. L'exportation de cuivre a été la principale source de revenus du pays ; à mesure que les exportations de cuivre ont ralenti, l'économie a également ralenti. Le Chili est confronté à un taux d'inégalité élevé – son coefficient de Gini se situe à 0,50 (à

mi-chemin entre l'égalité complète et l'inégalité complète). Les 10 % les plus riches du pays gagnent plus de 26 fois plus que les 10 % les plus pauvres. Si l'on y ajoute la richesse des 10% les plus riches, l'écart est encore plus important. Le système fiscal chilien est notoirement régressif, la corruption étant légalisée par le code fiscal. Le gouvernement a augmenté les tarifs du métro de Santiago (utilisé par trois millions de personnes – un sixième du pays) plus de vingt fois depuis 2007; si vous achetez deux trajets par jour, le tarif absorbe 16% de vos revenus. Le 14 octobre, des lycéens frustrés ont commencé à protester contre l'augmentation des frais de scolarité et, plus généralement, contre la corruption structurelle au Chili.



Beyrouth (Liban), octobre 2019.

La classe dirigeante libanaise, comme celle du Chili, est incrustée **en**crusted de corruption, ses dirigeants politiques perçoivent des loyers sur les marchés publics, ses services publics sont saturés de corruption. En 2016, le gouvernement a créé un ministère de la lutte contre la corruption, bien qu'il n'inspire aucune confiance ; un procès a été **int**enté contre le ministre de la lutte contre la corruption pour corruption. Le « budget d'austérité » du Liban pour 2019 réduit les dépenses publiques mais maintient un système fiscal régressif. En 2015, les politiciens se disputaient pour savoir qui obtiendrait le contrat d'enlèvement des ordures alors que la population marchait dans les rues pour dire ce qu'ils savaient tous : que la corruption n'est pas l'exception, mais la règle. Tu pues,' disaient les gens de la classe politique. C'est une phrase qui résonne encore aujourd'hui.

Dans ses notes sur la France de la IIIe République (1870-1940), Antonio Gramsci souligne que la classe dirigeante a utilisé la corruption et la fraude pour acheter les dirigeants de différentes factions et neutraliser toute opposition politique. La classe dirigeante n'a pas réussi à obtenir le consentement de la population et elle ne voulait pas utiliser la force pour soumettre le peuple à la soumission. Au lieu de cela, elle a utilisé la corruption et la fraude pour désorienter toute opposition à son pouvoir, en s'assurant que la corruption politique paralyserait et démoraliserait le peuple. Les partis politiques de la bourgeoisie sont entrés dans une conspiration de corruption, désireux de s'attaquer rhétoriquement à la corruption tout en se spécialisant dans le vol de ressources publiques pour leurs propres besoins, en permettant à la classe dirigeante de continuer sa grève fiscale à long terme et de garder les doigts dans la caisse pour les subventions et avantages fiscaux.

Le **Rapport** des Nations Unies sur le financement du développement durable (2019) montre que l'évitement fiscal frappe de plein fouet les pays du Sud parce que ces pays dépendent davantage des recettes fiscales des entreprises que les pays du Nord. La corruption à l'intérieur des pays est importante, mais la corruption par les multinationales est à un autre **niveau** – avec des centaines de milliards de dollars en jeu (pour en savoir plus sur l'idée des grèves fiscales, consultez notre premier document de travail, *In the Ruins of the Present* – “Dans les ruines du présent”). Des techniques telles que l'établissement erroné des prix de **transfert**, l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert des bénéfices permettent aux entreprises de déclarer des bénéfices non pas là où la valeur est extraite, mais dans des juridictions à faible imposition. Ces techniques sont pour la plupart **utilisées** par des multinationales basées aux États-Unis. La classe dirigeante de ces pays – de l'Équateur au Liban – est plongée dans la corruption, incapable de faire avancer un programme contre celle-ci. C'est pourquoi les gens ont inondé les rues : ils voient quelque chose qui leur appartient dans les rues, et ils veulent le récupérer.



Port-au-Prince (Haïti), octobre 2019.

Il est important de se demander pourquoi les gens sont descendus dans la rue, de s'interroger sur leur orientation politique. Dans chacun de ces cas – Chili, Équateur, Haïti et Liban – la question centrale est que les populations de ces pays ont été escroquées par leur propre bourgeoisie et par des forces extérieures (en l'occurrence, des sociétés multinationales). Les protestations ont visé leurs gouvernements, mais c'est uniquement parce qu'il s'agit de manifestations qui veulent soutenir la démocratie contre le capitalisme. Ces protestations pourraient aller plus loin ou s'évanouir. Ce sont les principaux scénarios qui s'offrent à nous.

Pendant ce temps, la classe dirigeante du pays fait ce que font toutes les classes dirigeantes : elle envoie des militaires contre la population. Au Chili, en Équateur et en Haïti, la réaction a été dure. On s'y attendrait au Chili, où le gouvernement de Sebastián Piñera ressemble beaucoup à la dictature d'Augusto Pinochet (l'actuel ministre de l'Intérieur Andrés Chadwick est **passé** élégamment de son ancien poste sous Pinochet à Piñera sans problème après de nombreuses années à défendre le célèbre dictateur). *Que lo vengam a ver, que lo vengam a ver, que lo vengam a ver, esto no es un gobierno, son puras leyes de Pinochet*, le peuple chilien chante : « Venez et voyez, venez et voyez, ce n'est pas un gouvernement, ce sont juste des lois de Pinochet ». Et la violence au niveau de Pinochet, avec des urgences, des couvre-feux et un grand nombre d'arrestations.

Ci-dessous, vous trouverez l'Alerte Rouge #4 sur Haïti. Il nous vient de nos camarades d'Haïti. Il donne une évaluation plus complète des protestations en cascade dans ce pays. Vous pouvez le télécharger [ici](#) et le lire ci-dessous. Veuillez faire circuler cette importante déclaration.



Que se passe-t-il à Haïti ?

Haïti, avec près de 11 millions d'habitants, est le pays le plus peuplé des Antilles. Elle occupe le tiers ouest de l'île appelé *Hispaniola*, le reste étant la République Dominicaine. Cette île est la deuxième plus grande des Caraïbes (la plus grande étant Cuba).

Depuis la mi-septembre, une vague intense de protestations a déferlé sur Haïti. Environ cinq millions de personnes – la moitié de la population d'Haïti – ont participé à des barrages routiers et à des marches. Ils exigent la démission du président Jovenel Moïse, rejettent toute intervention étrangère et appellent à la résolution de la crise énergétique et économique. Le manque de carburant sur l'île est l'élément déclencheur. Les manifestations ont paralysé Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, et d'autres villes. Les activités gouvernementales et commerciales ont cessé. L'eau et la nourriture ne peuvent être facilement distribuées, ce qui menace de plonger le pays dans une grave crise humanitaire.

Le gouvernement a réagi en envoyant la police. Plus de vingt personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées au cours des dernières semaines. Les groupes paramilitaires – des groupes criminels organisés qui sont souvent liés aux politiciens – se sont emparés de la vie quotidienne. Là où les gens ont été actifs contre le gouvernement, ces groupes ont contribué à les intimider et à les massacrer. Leur mission est de briser la confiance populaire qui a conduit aux protestations.

La « communauté internationale » – à savoir les États-Unis, la France, le Canada, l'Organisation des États américains et les Nations Unies – a soit appelé à une plus grande intervention étrangère, soit fait semblant de ne rien faire à Haïti. Ces pays – ce qu'on appelle le Core group – veulent que le gouvernement de Moïse reste au pouvoir, tout en menant simultanément des conversations avec les sections conservatrices et « centristes » de l'opposition.

Des mouvements sociaux, des partis de gauche et d'autres sections progressistes ont formé une plate-forme appelée le Front patriotique. Ce Front appelle à la démission du président, à la poursuite de tous ceux qui sont

impliqués dans les détournements de fonds publics et les massacres, à la création d'un gouvernement de transition de trois ans, à la création d'un programme d'urgence répondant aux besoins immédiats du peuple, à des réformes fondamentales qui revitalisent la légitimité du système électoral et politique en vue de nouvelles élections, à l'élection d'une assemblée constituante pour reconstruire la nation.

Le cycle actuel de protestations s'appuie sur la **grève** générale de juillet 2018, lorsque 1,5 million d'Haïtiens sont descendus dans la rue. Ils ont protesté contre la tentative du gouvernement d'augmenter le prix du carburant – comme l'avait dicté le Fonds monétaire international. Ces protestations ont entraîné le retrait par le gouvernement de plusieurs mesures impopulaires et la démission du premier ministre Jack Guy Lafontant.

Pourquoi Haïti et les Caraïbes sont-ils si importants ?

En 1804, le peuple haïtien a chassé les propriétaires d'esclaves impérialistes et créé la première république noire du monde. Les puissances impérialistes ne permettraient pas à cette révolution sociale de réussir. Dès les premières années, ils ont entrepris de l'anéantir et d'empêcher que son exemple ne s'étende à d'autres États esclavagistes. L'imposition d'une dette toxique par la France (1825), une invasion par les États-Unis (1915-1934), l'établissement de la dictature de la famille Duvalier soutenue par les impérialistes (1957-1986) et une occupation internationale par les Nations Unies (de 2004 à nos jours) ont empêché Haïti de mener son propre programme historique.

Les Caraïbes comptent parmi les régions géopolitiques les plus importantes de la planète. Actuellement, elle abrite deux processus politiques radicaux – la Révolution cubaine et la Révolution bolivarienne au Venezuela. L'**attaque** contre Petrocaribe, l'un des moteurs de la crise haïtienne, est le résultat de l'attaque impérialiste contre le Venezuela et Cuba.

Haïti est une île d'une grande richesse avec des ressources abondantes d'or, de cuivre et de bauxite (toutes estimées à 20 milliards de dollars) ; elle possède également une main-d'œuvre qui a été régulièrement exploitée à travers les zones franches par des entreprises internationales qui font appel à de petites entreprises haïtiennes pour fabriquer des textiles et monter des produits électroniques pour le marché nord américain. Haïti est devenu l'un des principaux points stratégiques pour le transfert des bénéfices tirés du trafic de drogues.

Quelle est la cause de la crise haïtienne ?

La question clé est celle du carburant. Les sanctions américaines contre le Venezuela ont fait naufrage de Petrocaribe, l'accord entre le Venezuela et les Caraïbes de 2005 qui apporte du carburant bon marché dans des pays comme Haïti. Le blocus de l'initiative Petrocaribe et l'insistance du FMI pour que les subventions au carburant soient réduites ont créé six semaines de pénuries de carburant, une hausse des prix du carburant, une expansion de la contrebande de carburant et une paralysie dans le secteur des transports.

Haïti a longtemps lutté contre la pauvreté, l'inégalité, le chômage et l'insécurité alimentaire. Cette crise du pétrole a entraîné la dévaluation de la monnaie (gourde), une inflation de 18% et le gel des salaires dans le secteur public.

L'économie haïtienne a été vidée de son contenu par les politiques néolibérales mises en place à partir du début des années 1980. La production agricole a été détruite et la fabrication à petite échelle s'est fanée sur la

chaîne mondiale des marchandises, l'activité industrielle passant d'une zone à bas salaires à une autre. Haïti n'a pas de bourgeoisie nationale : sa bourgeoisie a été totalement corrompue et marginalisée par l'ingérence de la « communauté internationale ». La corruption a atteint des sommets gargantuesques : la bourgeoisie haïtienne, les fonctionnaires de l'État et même le président auraient participé au détournement de 2 milliards de dollars du Trésor public – l'équivalent d'un quart du PIB du pays.

La classe politique haïtienne a été complètement discréditée. La fraude électorale en 2010 a porté au pouvoir le parti ultra-néolibéral haïtien Tèt Kale (PHTK) ; la présidence de Moïse n'a aucune crédibilité auprès de la majorité de la population.

Depuis plus d'un siècle, la souveraineté d'Haïti est entravée. L'occupation américaine, la dictature militaire soutenue par des acteurs extérieurs, les coups d'État, la tutelle internationale de l'ONU, tout cela impose une direction politique et économique qui va fondamentalement à l'encontre des intérêts du peuple haïtien et favorise les intérêts extérieurs plutôt que la souveraineté nationale. La reconstruction de la souveraineté d'Haïti est primordiale.



Amour, colère et folie (1968) de Marie Vieux-Chauvet saisit l'intensité de l'histoire haïtienne de l'esclavage des plantations, de la révolution, de l'occupation par les États-Unis, de la dictature militaire des Duvaliers et du grand espoir – de la révolution de 1804 – de liberté. Claire, dans ce roman miraculeux, écrit :

La liberté est une puissance intérieure. C'est pourquoi la société la limite. À la lumière du jour, nos pensées feraient de nous des monstres et des fous. Même ceux qui ont le moins d'imagination cachent quelque chose d'horrible. Nos innombrables défauts sont la preuve de notre origine monstrueusement primitive. Les brouillons que nous sommes. Et nous le resterons tant que nous n'aurons pas le courage de tracer un chemin à travers les sous-bois enchevêtrés de la vie et de marcher les yeux fixés sur la vérité.

Cordialement, Vijay.

